

MANIFESTONS LE 1^{er} MAI !

10h place de la Bourse à Mulhouse

Manifester le 1^{er} mai, c'est bien sûr défendre avec détermination nos revendications actuelles sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la protection sociale...

Mais c'est aussi une journée de mobilisation internationale, qui nous permet de nous faire entendre :

- ✓ Face à la régression sociale et aux discriminations, face à la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle de l'Europe et du monde,
- ✓ Face aux guerres, à la course aux armements et aux menaces qui pèsent sur l'humanité,
- ✓ Face aux dangers que font peser la montée des pouvoirs autoritaires et la poussée de l'extrême droite, sur les acquis du monde du travail, sur les droits des femmes,
- ✓ En soutien aux luttes de résistance et d'émancipation qui se développent dans de nombreux pays.

Ici en France, ce 1^{er} mai s'inscrit aussi dans un contexte particulier, entre les deux tours de l'élection Présidentielle.

La CGT appelle à combattre les idées véhiculées par le Front National. Parce qu'en nous divisant entre travailleurs, selon nos origines, ce parti veut nous affaiblir, et ça ne peut que renforcer les patrons. Marine Le Pen est l'héritière d'une famille de millionnaires, et sa politique serait au service des plus riches, comme les autres politiciens dont elle veut prendre la place.

Et derrière ses discours qui cherchent à plaire aux classes populaires, le Front National se positionne toujours contre les salariés qui se battent :

- Au moment de la mobilisation contre la Loi Travail au printemps 2016, alors que des centaines de milliers de salariés en France manifestaient, Marion Maréchal Le Pen parlait des « méthodes insupportables » des grévistes. Et au sujet de la loi Travail, elle affirmait : « *Je trouve que cette loi est plutôt insignifiante. Je n'y vois pas une régression historique* ».
- Au moment de l'affaire de la « chemise déchirée » à Air France, alors que les salariés de cette entreprise manifestaient contre un plan de 2 900 licenciements, le FN traitait ces salariés de voyous et accusait le gouvernement de ne pas avoir envoyé les CRS contre eux.

Quant à Macron, c'est un autre type de représentant patronal. On l'a vu à l'œuvre aux côtés de Hollande. Cet ex-banquier de chez Rothschild a pris des mesures anti-ouvrières. Les lois Macron ont réduit nos droits, et il réclame d'aller plus loin encore dans les attaques en durcissant la loi El Khomri !

Macron élu président de la république, fera comme Sarkozy et Hollande avant lui : une politique en faveur du grand patronat et des banquiers. Il ne représente en aucune manière un rempart contre la progression du FN et de ses idées de division du monde du travail.

Nous voilà prévenus : après les élections, il faudra se tenir prêts à nous défendre, à défendre nos emplois, nos salaires, nos droits et nos conditions de vie.

Notre sort ne dépend pas de l'élection d'un président de la république, mais il dépendra de notre capacité à nous défendre collectivement contre les attaques patronales.

Les mobilisations contre la loi El Khomri l'an dernier ont été un début. Le rapport de force que les salariés avaient opposé à l'époque n'a pas été suffisant. Mais c'est la voie à suivre. La seule.